

« Savoir sauver une vie devrait être un acquis de la scolarité »

TRIBUNE VENDREDI 23 OCTOBRE

Collectif

Dans une tribune au « Monde », plus de 600 médecins et paramédicaux appellent à rendre systématique l'apprentissage des gestes qui sauvent au collège et au lycée. Une formation qui pourrait être menée par les professeurs d'EPS et les infirmiers scolaires.

ARLoD soutient et a signé cette tribune car le rôle du premier témoin d'un arrêt cardiaque extrahospitalier est essentiel et déterminant pour les chances de survie de la victime.

Savoir sauver une vie devrait être un acquis de la scolarité

À l'occasion de la Journée mondiale de l'arrêt cardiaque, le 16 octobre, nous appelons à rendre enfin systématique l'apprentissage des gestes qui sauvent au collège et au lycée. Le principe est déjà inscrit dans la loi. Ce qui manque aujourd'hui, ce sont les moyens de le rendre effectif pour chaque élève.

En France, une personne est victime d'un arrêt cardiaque toutes les treize minutes. Plus de 40 000 arrêts cardiaques surviennent chaque année et à l'heure actuelle, moins de 10% des personnes survivent. Pourtant, lorsqu'une personne s'effondre brutalement, les premières minutes sont décisives. Reconnaître l'arrêt cardiaque, appeler immédiatement les secours, commencer un massage cardiaque et utiliser un défibrillateur lorsqu'il est disponible sont des gestes simples, mais qui peuvent sauver des vies.

Les données françaises soulignent l'importance de cette intervention précoce. Dans le cas particulier d'une activité sportive, le registre francilien indique que la survie est passée d'environ 20% en 2005 à près de 70% en 2018, grâce à la sensibilisation du public : le massage cardiaque est bien plus souvent initié par le témoin (35% en 2005 à plus de 90% en 2018), ainsi que l'usage d'un défibrillateur grand public avant l'arrivée des secours (seulement 2% en 2005 à plus de 30% en 2018). Ces chiffres rappellent une évidence : lorsqu'un arrêt cardiaque survient devant des témoins, leur capacité à reconnaître la situation et à agir sans attendre les secours est déterminante. Mais malheureusement, la grande majorité (>95%) des arrêts cardiaques surviennent en dehors de toute activité sportive avec un taux de survie ne dépassant pas 7-8% en région francilienne du fait d'un taux de massage initié <50% et un usage du défibrillateur encore trop rarement initié.

Une compétence qui devrait être universelle

Ce constat n'est pas nouveau. Dès 2018, l'Académie nationale de médecine soulignait l'ampleur du problème et appelait à un programme ambitieux d'éducation de la population aux gestes qui sauvent, commencé dès le plus jeune âge. Les recommandations européennes publiées en 2022 insistent, elles aussi, sur l'importance de débiter cet apprentissage tôt dans l'enfance.

L'école constitue, de ce point de vue, un lieu privilégié. Elle permet de toucher l'ensemble d'une génération, indépendamment de son milieu social, et de transmettre progressivement à l'ensemble de la population une compétence qui peut être utile à tout moment de la vie.

À l'occasion de la Journée mondiale de l'arrêt cardiaque, le 16 octobre, nous défendons une conviction simple : savoir sauver une vie devrait être un acquis de la scolarité, au même titre que les autres compétences fondamentales que l'école transmet à chaque génération.

Le législateur l'a d'ailleurs déjà prévu. L'article L. 312-13-1 du Code de l'éducation dispose que tout élève bénéficie, au cours de sa scolarité obligatoire, d'un apprentissage des gestes de premiers secours. Cet enseignement doit notamment comprendre une sensibilisation à la lutte contre l'arrêt cardiaque et aux gestes qui sauvent « dès l'entrée dans le second degré ».

Dans les faits, la formation effective de tous les élèves est loin d'être systématique. C'est là tout le paradoxe : nous disposons de la loi et des programmes, mais leur mise en œuvre se heurte dans les établissements à une réalité très concrète : le manque de professionnels formés pour enseigner ces gestes et de matériel permettant aux élèves de les pratiquer.

Donner à l'Éducation nationale les moyens d'agir

Nous proposons donc de renforcer les capacités de formation au sein même de l'Éducation nationale, en intégrant systématiquement à la formation initiale des professeurs d'éducation physique et sportive ainsi que des infirmiers et infirmières scolaires une qualification leur permettant d'enseigner les gestes qui sauvent. Pour les professionnels déjà en exercice, cette qualification pourrait être proposée progressivement dans le cadre de la formation continue.

Les professeurs d'EPS sont présents dans tous les collèges et lycées et sont formés à un enseignement pratique. Les infirmiers et infirmières scolaires disposent, eux, d'une expertise en matière de santé et de prévention. Leur donner les moyens de devenir des formateurs pérennes permettrait de réduire la dépendance aux intervenants extérieurs et de construire progressivement une capacité durable au sein de l'institution scolaire.

Mais former ne signifie pas seulement expliquer. Il faut pratiquer. La répétition des gestes est essentielle à leur mémorisation et à la capacité à agir rapidement face à une situation réelle. Des kits pédagogiques comprenant notamment des mannequins de réanimation et des défibrillateurs d'entraînement devraient donc être accessibles aux établissements. Ils pourraient, lorsque cela est nécessaire, être mutualisés entre plusieurs collèges et lycées d'un même secteur.

Faire des gestes qui sauvent un véritable acquis scolaire

Notre objectif est simple : aucun jeune ne devrait quitter le système scolaire sans avoir réellement pratiqué les gestes essentiels face à un arrêt cardiaque.

À la fin de sa scolarité, chaque élève devrait savoir reconnaître un arrêt cardiaque, appeler les secours, commencer immédiatement un massage cardiaque et utiliser un défibrillateur lorsqu'il est disponible.

Apprendre les gestes qui sauvent, c'est acquérir une compétence citoyenne que l'on peut conserver toute sa vie. C'est aussi faire de chaque élève un témoin potentiel capable, demain, d'agir lorsqu'un proche, un collègue, un ami ou un inconnu s'effondrera devant lui.

En France, un arrêt cardiaque survient toutes les 13 minutes. Quelques heures de formation au cours d'une scolarité peuvent suffire pour apprendre les gestes qui, un jour permettront de sauver une vie.

Cette initiation aux Gestes qui sauvent devrait être un véritable acquis de la scolarité et une compétence citoyenne universelle.

Hélène Eltchaninoff, Présidente de la Société Française de Cardiologie (SFC)

Estelle Gandjbakhch, Présidente du Groupe de Rythmologie de la Société Française de Cardiologie (SFC)

Gérard Helft, Président de la Fédération Française de Cardiologie (FFC)

Eloi Marijon, Société Française de Cardiologie (SFC)

Frédéric Sacher, Société Française de Cardiologie (SFC)